

Mali : les doutes planent sur l'identité des commanditaires



Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a démissionné suite à une mutinerie. La chute du président soulève de nombreuses incertitudes sur l'avenir du Mali.

Avec Alain
Rodier

Selon des sources de presse locale, cinq officiers de haut rang seraient à la base du putsch militaire déclenché le 18 août à partir de Kati, une localité située à une quinzaine de kilomètres de Bamako. Dans la matinée du 18, les militaires se sont successivement emparés du camp Soundjata à Kati, du camp de la garde nationale de N'Tomikorobougou, de l'état-major puis ils ont procédé aux arrestations du président de l'assemblée nationale et quelques ministres. En milieu d'après-midi, ils ont appréhendé le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita (IBK), son Premier ministre, Boubou Cissé, et les autres membres du gouvernement ainsi que de nombreux dignitaires du régime.

Ces cinq officiers putschistes seraient : le général Cheick Fanta Mady Dembélé ancien Saint-cyrien et ex-patron de l'École de Maintien de la Paix de l'Organisation régionale de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont il a été "débarqué" sans que l'on sache pourquoi en 2019 (il est resté curieusement silencieux par rapport aux autres comploteurs); le colonel Assimi Goïta, commandant le Bataillon autonome des forces spéciales du Mali (BAFS), une unité d'élite très discrète au sein de l'armée malienne (les Fama) s'est présenté mercredi 19 comme le vrai leader du putsch; à noter qu'il aurait suivi une formation auprès de la CIA ; son camarade de promotion au Prytanée militaire, le colonel Malick Diaw, chef d'état-major de la 3e région militaire de Kati ; le colonel Sadio Camara ancien directeur du Prytanée militaire de Kati rentré au début août d'un stage de six mois suivi en Russie et le colonel Mama Sékou Lelenta. Si ces officiers ont occupé le devant de la scène, de nombreux autres "anonymes" semblent participer au mouvement.

Un "Comité national pour le salut du peuple" (CNSP) a été créé. Son porte-parole, le colonel-major Ismaël Wagué, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air a déclaré sur la télévision publique ORTM: "Nous, forces patriotiques regroupées au sein du CNSP, avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire [...] Notre pays le Mali sombre de jour en jour dans le chaos, l'anarchie et l'insécurité par la faute des hommes chargés de sa destinée". Il a également assuré que les militaires étaient décidés à assurer "une transition politique civile" qui devrait conduire à des élections générales dans un "délai raisonnable"... Il a cité les griefs reprochés au gouvernement actuel : "gabegie, corruption, mauvaise gouvernance, gestion familiale des affaires de l'État, insécurité chronique...".

Le CNSP a aussi lancé plusieurs appels. D'abord à l'adresse de la société civile malienne, dont il espère qu'elle l'aidera pour conduire la "transition démocratique". Ensuite aux instances régionales ainsi qu'aux forces internationales déployées dans le pays, à savoir Barkhane, Takuba, celles du G5 Sahel et de la Mission des Nations unies (MINUSMA), afin de "l'accompagner" pour la "stabilité et la restauration de la sécurité". Il a assuré que les engagements internationaux pris, particulièrement en matière de sécurité, seraient respectés par les nouvelles autorités.

Les réactions internationales : une condamnation unanime

La CEDEAO (Organisation régionale de l'Afrique de l'Ouest) a condamné le 18 août au soir l'action de "militaires putschistes" et décidé d'isoler le Mali.

Ce coup d'État a aussi entraîné la condamnation de l'Union Africaine qui, par la voix de son président en exercice, le Sud-Africain Cyril Ramaphosa a annoncé, mercredi 19 août, la suspension du Mali de l'organisation "jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel".

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence le 19 août à la demande de la France et du Niger. Il a appelé les mutins "à regagner sans délai leurs casernes", la libération immédiate du président IBK, et "souligne la nécessité pressante de rétablir l'Etat de droit". Le Conseil de sécurité suivra les développements de près, notamment ceux initiés par la CEDEAO.

Le président Emmanuel Macron a exprimé "son plein soutien aux efforts de médiation en cours des États d'Afrique de l'Ouest".

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a "condamné fermement la mutinerie du 18 août au Mali comme nous condamnerions toute prise de pouvoir par la force".

Il est indéniable que ce coup d'Etat peut avoir des répercussions au niveau européen sur la participation de certains pays aux dispositifs de lutte anti-terroristes mis en oeuvre péniblement par Paris.

Une visioconférence des chefs d'États de la CEDEAO sur la situation au Mali doit se tenir jeudi 20 sous la houlette du président nigérien Mahamadou Issoufou (le Niger préside actuellement cette organisation). La France, elle, ne peut pas se retirer car elle connaît tous les problèmes connexes qu'une telle mesure entraînerait : afflux de migrants (plus de 80.000 vivaient déjà dans l'hexagone), augmentation de la menace jihadiste sur zone, avec pour objectif, un accroissement des activités terroristes en Europe et plus particulièrement en France. La lutte anti-terroriste doit se gérer bien en amont avant que ce phénomène atteigne les frontières européennes.

Les suites ?

Le Mali traverse depuis des mois une crise socio-politique majeure. Une coalition hétéroclite formée autour du "Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces patriotiques du Mali" (M5-RFP) et de la "Coordination des mouvements, associations et sympathisants" (CMAS), une formation politico-religieuse salafiste (dite "quiétiste") de l'imam Mahmoud Dicko, demandait le départ du président Keita depuis des semaines (Dicko a pourtant été un de ses soutiens durant des années d'où son dernier poste officiel, voir ci-après).

L'imam Dicko, originaire de la région de Tombouctou qui a présidé le Haut Conseil Islamique Malien (HCIM) de janvier 2008 à avril 2019, est à la tête de milliers de fidèles, ce qui lui confère une grande influence politique. Toujours restant dans le "politiquement correct" pour ne pas effaroucher les observateurs internationaux dont la France, il n'a jamais prôné d'instauration de la charia au Mali pensant aussi que les populations n'étaient pas encore assez miséreuses pour être mûres pour ce changement idéologico-religieux. Il va être crucial de voir quelles seront les relations entretenues entre le CNSP putschiste et l'imam Dicko qui pour le moment ne s'est pas exprimé tout en laissant entendre par son entourage qu'il "n'était candidat à rien".

Ce qui est un peu inquiétant c'est que le porte-parole du M5-RFP, Nouhoum Togo, a déclaré à Reuters que les derniers événements n'étaient "pas un coup d'Etat militaire mais une insurrection populaire" qui a "parachevé" sa lutte pour obtenir la démission d'IBK ce qui laisse planer un doute sur les commanditaires - ou les alliances - de ce putsch pour le moment réussi. Par ailleurs, la coalition M5-RFP "prend acte de l'engagement du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) d'ouvrir une transition politique civile".

La situation sera plus claire vendredi 21 suite au rassemblement organisé par le M5-RFP à Bamako à la place de l'Indépendance. A priori, il ne s'agit pas vraiment d'un rassemblement de soutien aux putschistes, les opposants ne voulant pas se faire voler "leur victoire". Bien malin qui peut deviner quelle va être la suite que même les intéressés n'imaginent pas.